

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

GIP ACYMA

n° de siret 130 023 211 00027

Service administratif

6 rue Bouchardon

75 010 PARIS

3ème étage

ACTE D'ENGAGEMENT

Objet :	Réalisation d'une campagne de sensibilisation à la cybersécurité dédiée aux jeunes adolescents
N° de marché :	M2025-001
Acheteur :	GIP ACYMA
Forme du marché :	Marché à procédure adaptée mono-attributaire
Date limite de remise des offres :	Le 14 mars 2025 à 12h00

Pour répondre à ce marché, la **réponse électronique est obligatoire** mais la signature électronique est facultative

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR ET DU CONTRAT.....	3
ARTICLE 1.1 - ACHETEUR.....	3
ARTICLE 1.2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 1.3 - DURÉE DU CONTRAT.....	3
ARTICLE 1.4 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 2 - CONTRACTANT UNIQUE.....	5
ARTICLE 3 - GROUPEMENT MOMENTANÉ D'ENTREPRISES.....	6
ARTICLE 4 - LES PRIX ET LES PAIEMENTS DU MARCHÉ PUBLIC.....	9
ARTICLE 4.1 - LE MONTANT DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 4.2 - LES PRIX EN CAS DE GROUPEMENT MOMENTANÉ D'ENTREPRISES.....	10
ARTICLE 4.3 - LES PRIX EN CAS DE SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 5 - LES MODALITÉS DE NOTIFICATION.....	11
ARTICLE 5.1 - LA DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	11
ARTICLE 5.2 - LA NOTIFICATION.....	11
ARTICLE 5.3 - LA SIGNATURE DE L'OFFRE PAR LE CANDIDAT.....	11

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR ET DU CONTRAT

Article 1.1 - Acheteur

GIP ACYMA

Service administratif - 3ème étage

6 rue Bouchardon

75 010 PARIS

Article 1.2 - Objet de la consultation

Le présent MAPA a pour objet la réalisation d'une campagne de sensibilisation à la cybersécurité dédiée aux jeunes adolescents.

Article 1.3 - Durée du contrat

La durée du marché est de 1 an non renouvelable. Le marché débute à la date de réception de la notification par l'attributaire. La durée de la campagne s'étendra idéalement du 1er octobre 2025, date du lancement du Cybermois, et au moins jusqu'à l'été 2026.

Toutefois, les bons de commande émis avant l'échéance du marché et dont l'exécution dépasse la date de fin du marché resteront valables et devront être exécutés jusqu'à leur terme, dans les conditions prévues par le marché.

Ainsi, la fin du marché n'a pas pour effet d'interrompre l'exécution des prestations en cours dès lors qu'un bon de commande a été valablement notifié avant la date de fin du marché. Le titulaire demeure tenu de l'exécution complète des prestations jusqu'à leur achèvement, conformément aux stipulations contractuelles et aux délais d'exécution prévus dans les bons de commande correspondants.

Article 1.4 - Pièces contractuelles

Par dérogation au CCAG FCS, l'ordre de priorité des pièces est le suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le devis détaillant précisément chaque prestation ;
- Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cadre de mémoire technique et ses annexes (CMT)
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leur acte modificatifs, postérieurs à la notification du présent contrat.

Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG/FCS), applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) édité par la Direction des Journaux Officiels s'applique au présent marché. Bien que non annexé, celui-ci est réputé connu du titulaire.

ARTICLE 2 - CONTRACTANT UNIQUE

Je soussigné, représentant légale de la personne physique ou morale ci-après désignée dans le marché, sous le nom de « le titulaire » :

ENTREPRISE SEULE

Nom, prénom, qualité du signataire :

.....

Agissant pour le compte de la société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....

Adresse du siège social :

.....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro d'identité établissement (SIRET) :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

(ou registre des métiers, référence de l'inscription à un ordre professionnel, registre équivalent pour les entreprises étrangères)

J'affirme sous peine de résiliation du marché à mes torts exclusifs que la société pour laquelle j'interviens ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

Après avoir pris connaissance des cahiers des clauses administratives et techniques particulières et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir fourni le formulaire de déclarations sur l'honneur signé en annexe du règlement de consultation.

M'engage (nous engageons), conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations suivant les dispositions du présent Acte d'engagement.

ARTICLE 3 - GROUPEMENT MOMENTANÉ D'ENTREPRISES

À REMPLIR UNIQUEMENT POUR LES GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Forme du groupement :

CONJOINT

SOLIDAIRE

Nous soussignés,

MANDATAIRE

Nom, prénom, qualité du signataire :

.....
.....

Agissant pour le compte de la société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....
.....

Adresse du siège social :

.....
.....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro d'identité établissement (SIRET) :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

(ou registre des métiers, référence de l'inscription à un ordre professionnel, registre équivalent pour les entreprises étrangères)

CO-TRAITANT 1

Nom, prénom, qualité du signataire :

.....
.....

Agissant pour le compte de la société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....
.....

Adresse du siège social :

.....
.....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro d'identité établissement (SIRET) :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

CO-TRAITANT 2

Nom, prénom, qualité du signataire :

.....
.....

Agissant pour le compte de la société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....
.....

Adresse du siège social :

.....
.....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro d'identité établissement (SIRET) :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

CO-TRAITANT 3

Nom, prénom, qualité du signataire :

.....
.....

Agissant pour le compte de la société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....
.....

Adresse du siège social :

.....
.....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro d'identité établissement (SIRET) :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

CO-TRAITANT 4

Nom, prénom, qualité du signataire :

.....
.....

Agissant pour le compte de la société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

.....
.....

Adresse du siège social :

.....
.....

Immatriculée à l'INSEE :

Numéro d'identité établissement (SIRET) :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

Nous affirmons sous peine de résiliation du marché à nos torts exclusifs que les sociétés pour lesquelles nous intervenons ne tombent pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

Après avoir pris connaissance des cahiers des clauses administratives et techniques particulières et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir fourni le formulaire de déclarations sur l'honneur signé en annexe du règlement de consultation.

M'engage (nous engageons), conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations suivant les dispositions du présent Acte d'engagement.

ARTICLE 4 - LES PRIX ET LES PAIEMENTS DU MARCHÉ PUBLIC

Article 4.1 - Le montant du marché

Il s'agit d'un marché à procédure adapté passés selon les articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon les montants suivants :

Montant minimum	Montant maximum
Sans objet	83 333 € H.T.

Les prix du titulaire sont indiqués au sein d'un devis détaillant précisément chaque prestation qui sera annexée au présent document.

Article 4.2 - Les prix en cas de groupement momentané d'entreprises

A REMPLIR UNIQUEMENT POUR LES GROUPEMENTS D'ENTREPRISES CONJOINT :

Statut	Objet de la prestation	Part (%)	Montant HT
Mandataire
Cotraitant 1
Cotraitant 2
Cotraitant 3
Cotraitant 4

Article 4.3 - Les prix en cas de sous-traitance

Sous-traitance envisagée au cours de l'exécution du marché : OUI NON

Si vous envisagez de sous-traiter, nous vous invitons à joindre un DC4 avec la répartition des paiements. Le sous-traitant doit être approuvé par l'acheteur avant de commencer les prestations. Il doit également respecter les mêmes exigences de conformité légale et contractuelle que le titulaire.

ARTICLE 5 - LES MODALITÉS DE NOTIFICATION

Article 5.1 - La durée de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre durant un délai de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

Article 5.2 - La notification

La consultation faisant l'objet d'une procédure dématérialisée, le présent marché ou accord cadre sera notifié par envoi électronique via le profil acheteur

La date de réception du courriel de notification sur le profil acheteur du GIP ACYMA vaudra date de notification du présent appel d'offres formalisé.

Article 5.3 - La signature de l'offre par le candidat

J'(Nous) affirme (affirmons), sous peine de résiliation de plein droit du marché aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens (à mes torts exclusifs), que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des dispositions de l'article R 2143-6 et suivants du Code de la commande publique.

Je (Nous) certifie (certifions) sur l'honneur, sous peine d'exclusion des marchés publics, que l'exécution des prestations ci-dessus mentionnées, sera réalisée avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du code du travail. (Article D8222-5-3°).

Fait en un seul original,

Fait à	Le	Fait à Paris, le
Le titulaire Mention « lu et approuvé » Signature, Nom, Prénom et cachet		Signature de l'acheteur